

Un fossé qui se creuse

Des difficultés croissantes au niveau des soins médicaux de premier recours, une suroffre chez les spécialistes. Dans le canton de Berne, la fracture au niveau de la prise en charge médicale ne cesse de s'amplifier. La pédiatrie et la psychiatrie sont confrontées à un début de pénurie, même dans les villes, tandis que chirurgie orthopédique, radiologie et cardiologie restent toujours autant attractives.

Texte: Markus Gubler, service de presse et d'information

Pour la sixième fois, la Société des Médecins du Canton de Berne a mené au printemps une enquête auprès de ses membres en exercice, soit 1'961 personnes dans tout le canton. Au total, 644 médecins ont participé à l'enquête, ce qui correspond à un taux de réponse de 33 %. La majeure partie des personnes ayant répondu sont âgées de 50 à 60 ans. Le questionnaire n'a pas connu de modifications substantielles par rapport aux enquêtes précédentes, ce qui permet d'analyser l'évolution de la situation des services médicaux dans le canton sur une période relativement longue. Un point nouveau a été ajouté pour connaître la position de nos membres concernant l'introduction du dossier électronique du patient.

Il est essentiel de souligner que l'étude existante relève les opinions subjectives des participants. Une interprétation précise des résultats ne peut se faire qu'en tenant compte de cet élément.

Le principal en bref

56 % des médecins ayant participé à l'enquête travaillent aujourd'hui dans des cabinets de groupe ou des centres médicaux (2013: 46 %). Chez les femmes médecins, ce chiffre atteint 63 %, et chez les moins de 40 ans même 84 %.

47 % estiment que les médecins généralistes sont sous-représentés dans le canton de Berne (2013: 46 %). 50 % trouvent qu'il y a trop peu de pédiatres en exercice. Les centres urbains tels que la ville de Berne sont désormais également concernés.

Plus de 80 % des personnes ayant participé sont d'avis qu'il y a suffisamment de chirurgiens généralistes et orthopédistes, de radiologues et de cardiologues dans le canton de Berne.

56 % des participants utilisent la facturation électronique et les dossiers médicaux informatisés (2015: 45 %).

47 % des sondés cesseront leur activité au plus tard dans dix ans.

La dominance des cabinets de groupe s'amplifie

En 2013, nous avons demandé pour la première fois à nos membres dans quel type de cabinet ils exerçaient. A l'époque, les cabinets individuels étaient encore majoritaires.

Alors qu'il y a quatre ans, seulement 46 % des médecins ayant participé à l'enquête travaillaient dans des cabinets de groupe ou centres médicaux, ce chiffre est passé en 2017 à

56 %.

En revanche, les cabinets individuels disparaissent de plus en plus. Il n'y a plus que 39 % des participants à travailler seuls. Les modèles de travail en cabinet de groupe sont très appréciés chez les femmes. 63 % des médecins femmes ayant participé à l'enquête exercent aujourd'hui sous cette forme.

L'avenir appartient clairement aux cabinets de groupe comme le montrent les chiffres concernant la jeune génération:

84 %

des moins de 40 ans ayant répondu se sont associés avec des collègues.

Manque aigu de médecins de premier recours dans la région de Bienne et le Seeland

En 2013, 46 % des participants étaient d'avis que le canton de Berne manquait de médecins généralistes alors que 44 % trouvaient la prise en charge suffisante. Ces chiffres ont peu évolué. 47 % parlent dans l'enquête d'une prise en charge insuffisante, tandis que 47 % sont satisfaits. Les médecins femmes sont plus pessimistes dans leur évaluation de la situation de la prise en charge que leurs collègues masculins (54 % contre 43 %). De même, les médecins généralistes ne constatent pas vraiment une amélioration dans leur quotidien (49 %). Les difficultés sont perçues différemment selon les régions. La pénurie de médecins de premier recours se fait particulièrement sentir dans les régions de Bienne, du Seeland, de Haute-Argovie et d'Emmental.

Alors qu'en 2013, 56 % des participants répondaient que trop peu de médecins généralistes exerçaient à Bienne, ce taux atteint aujourd'hui

78 %.

En revanche, la situation s'est améliorée dans le Jura. 42 % estiment que la prise en charge par les médecins généralistes est insuffisante contre 86 % en 2013. Les personnes ayant répondu ne voient pas de difficultés au niveau de la prise en charge médicale dans la ville et la région de Berne, 57 % l'estimant suffisante.

La ville de Berne manque de pédiatres

Les personnes ayant participé à l'enquête jugent le manque de pédiatres encore plus grave que celui des médecins de premier recours. La moitié d'entre elles estiment qu'il n'y a pas assez de pédiatres dans le canton, les médecins femmes étant plus pessimistes dans leur évaluation que les hommes (56 % contre 47 %). Les difficultés au niveau de la prise en charge touchent l'ensemble du canton.

Pour la ville de Berne,

54%

des participants ont répondu que la prise en charge pédiatrique n'est plus suffisante.

Les médecins ayant participé à l'enquête considèrent la situation de la psychiatrie pédiatrique beaucoup plus précaire.

Ils sont

64%

à estimer que les spécialistes en activité ne peuvent assurer une offre de traitement suffisante sur l'ensemble du canton.

Une majorité d'entre eux (51 %) constatent une insuffisance des moyens en psychiatrie et psychothérapie.

Suroffre dans la chirurgie orthopédique

Les chirurgiens, les chirurgiens orthopédistes, les radiologues et les cardiologues sont toujours bien placés: depuis 2009, plus de

80%

des personnes ayant répondu estiment la prise en charge comme étant au minimum suffisante.

De même pour la néphrologie et l'oncologie, le canton de Berne est très bien loti: presque 7 médecins sur 10, parmi ceux ayant participé à l'enquête, ne constatent aucune difficulté au niveau de la prise en charge. Cette tendance, déjà visible en 2013, s'est donc confirmée. Les patientes et patients souffrant de troubles gastroentérologiques ou urologiques trouvent également suffisamment de spécialistes (en gastroentérologie, la prise en charge est suffisante pour 77 % et en urologie pour 72 %). Même pour des disciplines moins répandues telles que la dermatologie et la neurologie, le manque de médecins n'est pas aigu à l'échelle du canton, bien que l'on constate des lacunes régionales. Ainsi, 59 % des participants provenant de la région de Thoun sont d'avis qu'il n'y a pas suffisamment de dermatologues exerçant sur place. Le résultat est similaire en ce qui concerne les gynécologues: alors que 54 % des participants à l'enquête considèrent que la prise en charge est suffisante au niveau du canton, une majorité de médecins ayant répondu (58 %) pointent un manque.

Le cabinet numérisé est devenu la norme

En 2015, l'enquête demandait pour la première fois aux médecins comment ils géraient dans leurs cabinets les dossiers des patients et la facturation.

En 2017, eHealth est une réalité au quotidien pour

56%

des participants à l'enquête: la facturation et la saisie des dossiers de leurs patients se font par le biais de l'informatique (2015: 45 %).

En outre,

32%

des personnes ayant répondu utilisent la solution informatique pour la facturation et seuls 9 % travaillent en mode analogique.

Alors qu'on ne constate pas de différence majeure entre la ville et la campagne ni entre les sexes, un fossé se creuse entre les jeunes et les moins jeunes. Les médecins âgés de moins de 45 ans ayant participé à l'enquête travaillent plus souvent dans un environnement entièrement informatisé que leurs collègues plus âgés (74 % contre 55 %).

Une certaine réserve vis-à-vis de BeHealth

L'objectif des autorités cantonales avec le projet BeHealth est de mettre en œuvre les prescriptions de la Loi fédérale sur le dossier électronique du patient dans le canton de Berne. Pour l'instant, le corps médical en activité affiche un intérêt réservé à ce sujet.

46%

des participants indiquent ne pas être réellement intéressés, voir même pas du tout.

A peine un tiers soutient d'une manière générale l'introduction d'un dossier électronique du patient.

Et seuls

29%

des médecins ayant participé peuvent s'imaginer proposer à l'avenir le dossier à leurs patients.

Sur ce sujet, la différence selon les tranches d'âge saute nettement aux yeux. De fait, la moitié des moins de 40 ans ayant répondu a l'intention de créer elle-même des dossiers électroniques dont elle espère une meilleure disponibilité des données (49 %), des processus optimisés (25 %) ainsi que davantage de transparence (10 %). Les arguments contre l'introduction du dossier avancés par les participants portent principalement sur une crudescence des tâches administratives (39 %), l'affaiblissement du secret médical (31 %) ainsi que le montant élevé des investissements (16 %).

La situation de la prise en charge médicale s'aggrave

La dernière enquête sur la prise en charge médicale confirme à nouveau les tendances à long terme constatées lors des éditions précédentes. Pour des domaines de spécialités comme la médecine interne générale et la pédiatrie qui, déjà en 2009, étaient confrontés à une insuffisance de moyens, les problèmes liés à la relève existent toujours. Et les spécialités qui étaient attractives il y a 8 ans, le sont toujours aujourd'hui. La vague de départs à la retraite qui nous attend montre clairement que la situation de la prise en charge médicale continuera de s'aggraver dans certaines spécialités.

47%

des médecins en activité ayant participé à l'enquête 2017 sur la prise en charge médicale déclarent en effet mettre fin à leur carrière dans les dix prochaines années.

Questions

Si vous avez des questions au sujet de l'étude, le secrétariat de la SMCB (info@bekag.ch) vous répondra volontiers.